

en cette ville. Cela étant, je dis qu'un sens trop exagéré ne serait être attaché au résultat de Huron-Sud.

Le parti libéral n'a pas tenté, à l'exemple des honorables députés ministériels, de faire de la conférence économique impériale un sujet de controverse politique durant la campagne. Touchant cette conférence, nous avons dès le début donné carte blanche aux honorables députés de la droite; nous ne sommes nullement intervenus; nous avons même gardé le silence lorsque nous les croyions dans la mauvaise voie. Nous leur avons donné toute liberté d'action, de sorte qu'ils ne peuvent nous accuser de nous être opposés à eux dans leurs efforts d'améliorer le commerce au sein de l'empire. Voici la forte attitude que nous avons adoptée dans Huron-Sud et que nous maintenons aujourd'hui, savoir que la conférence économique ne devait pas servir à camoufler les fautes du Gouvernement ou les résultats de politiques mal entendues. Nous avons fait appel au peuple en exposant la conduite des dirigeants et l'effet de leur programme. Comme je l'ai déclaré ailleurs, les honorables députés peuvent décider eux-mêmes ce que pensaient les électeurs de Huron-Sud lorsqu'ils ont déposé leurs bulletins dans les urnes électorales. S'ils veulent dire que le verdict de la circonscription a condamné ce qui a été accompli à la conférence économique impériale, fort bien; qu'ils le disent. Certainement, le résultat de l'élection complémentaire indique assez clairement ce que les populations rurales pensent de l'œuvre du ministère. C'est un jugement qui exprime sans ambiguïté l'attitude du pays à l'égard de politiques ministérielles et son impuissance à mettre en vigueur les engagements pris par le Gouvernement actuel avant d'arriver au pouvoir. Je vois que le ministre des Chemins de fer et des Canaux (M. Manion) écoute attentivement. Laissez-moi citer ce que l'honorable député a dit aux électeurs de Huron-Sud. Le lendemain de son discours du 15 septembre à Exeter le ministre s'est exprimé ainsi, selon le *London Free Press*:

Les yeux de la nation et de l'empire sont rivés aujourd'hui sur Huron-Sud, dont les électeurs ont l'occasion d'être les premiers dans le Commonwealth à se prononcer sur les conventions d'importance mondiale signées à la récente conférence économique impériale.

Le passage de cette citation marque bien la nature des déclarations publiques de mon honorable ami. Il n'a pas un souci extrême de l'exactitude. Il a dit que l'élection complémentaire de Huron-Sud était la première occasion où l'on pourrait exprimer son opinion dans le Commonwealth. Le fait est qu'il y avait eu deux élections complémentaires en Grande-Bretagne, et je crois que celle-ci fait

[Le très hon. Mackenzie King.]

encore partie du Commonwealth. Le ministre continue:

Cette élection complémentaire est un plébiscite qui vous permettra de dire si vous approuvez la conduite de la Grande-Bretagne, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Canada. . . . A cette élection, du moins, il est de votre devoir d'oublier vos attaches politiques et de donner votre approbation à l'empire et à ses conventions.

L'empire devait certainement jouer son rôle, dans cette campagne, et y contribuer autant que possible.

Le ministre de l'Agriculture (M. Weir) a pris la parole plusieurs fois au cours de cette campagne. Un éditorial de l'*Advertiser* du 4 octobre contient une citation qui semble résumer exactement ses déclarations:

C'est la première élection depuis la fin de cette conférence, et la défaite du candidat ministériel serait regardée en Angleterre comme une répudiation, de la part du Canada, des conventions commerciales. Tel serait aussi le but du Parlement canadien lorsqu'il se réunira sous peu pour discuter les détails des mesures adoptées, et dire si oui ou non il faudrait les ratifier.

S'il s'agit de l'existence du Gouvernement, je ne m'étonne pas que le premier ministre soit impatient de faire approuver les traités avant que nous les voyons ou sans savoir ce qu'ils contiennent.

Analysons le scrutin complémentaire dans Huron-Sud: il est intéressant, indépendamment de l'accroissement de la pluralité libérale. Aux élections générales de 1930, feu M. McMillan, l'un des candidats les plus populaires, n'obtint qu'une majorité de 349 voix. A la récente élection complémentaire, cette majorité a monté à 1,989,—tout près de 2,000 voix. En d'autres termes, la dernière pluralité dépasse de cinq à six fois celle recueillie à l'élection antérieure. Voilà le fait, bien que la direction des affaires soit, tant à Ottawa qu'à Toronto, aux mains des conservateurs. Etudions maintenant le vote conservateur, pour voir ce que les conservateurs pensent de l'administration de leurs propres amis. Aux élections générales de 1930, le vote conservateur dans Huron-Sud atteignit 5,827. A l'élection complémentaire de la semaine dernière, il baissa à 5,057 soit une chute de 770 voix.

Et le vote libéral? De 6,176 voix qu'il était au scrutin général, il est monté le 3 octobre courant à 7,046, soit un gain de 870 voix. Autrement dit, le résultat constate un fléchissement conservateur et un progrès libéral. On peut l'interpréter comme le jugement de cette circonscription, hostile à la politique conservatrice et favorable à la politique libérale et aux principes libéraux tels qu'ils ont été formulés au cours de la campagne électorale. Je dis un jugement favorable aux principes libéraux tels qu'ils ont été formulés, parce que notre parti y a nettement affirmé son attitude